

Session thématique 18 : L'académie européenne : experts, savoirs et savants dans le gouvernement de l'Union européenne

Laure Neumayer, Université Paris 1, CRPS

Session de travail : Savoirs académiques et constructions européennes
8 septembre 16h-18h20

« Les études européennes en République tchèque ou l'invention d'une discipline académique par la pratique »

Dans les nouveaux Etats membres de l'Union européenne, les espaces scientifiques sont entrés dans une phase de profonde recomposition après la chute du communisme. Les réformes successives de l'enseignement supérieur et de la recherche ont globalement dégradé les conditions d'exercice de la profession académique, que ce soit en termes de statut social, de rémunérations, d'attrait des universités pour les étudiants – jusqu'aux titres universitaires dont certains, parce qu'ils illustraient la soumission passée aux injonctions du pouvoir, ont été tout bonnement supprimés. Les cursus universitaires, les frontières disciplinaires, les paradigmes et objets dominants, de même que les coopérations internationales nécessaires pour construire ou maintenir son rang ont aussi été profondément affectés par l'ouverture d'espaces scientifiques auparavant restreints au bloc de l'Est en tant que lieu de légitimation et de circulation des savoirs. La fin de l'inféodation de la science à la politique a produit des effets particulièrement puissants sur les sciences sociales, qui faisaient l'objet dans les régimes communistes d'un contrôle idéologique pouvant aller jusqu'à l'interdiction de certaines disciplines jugées « bourgeoises ».

Le degré de subordination de l'espace académique a toutefois varié selon les pays du bloc et selon les époques. Après la seconde guerre mondiale, à l'exception des brèves périodes de 1945-1948 et 1965-1969, les sciences sociales tchécoslovaques¹ se caractérisent ainsi par une soumission particulièrement forte aux autorités politiques ; une grande discontinuité sur le plan des institutions comme des individus, sous l'effet de purges et de redécoupages successifs des instituts de recherche et des universités ; un isolement par rapport aux sciences sociales occidentales plus poussé que dans d'autres pays du bloc comme la Hongrie ou la Pologne². Le changement de régime en 1989 s'y traduit notamment par la (re)naissance d'une discipline, la science politique, longtemps interdite mais puisant dans des disciplines voisines précédemment tolérées - à condition d'exprimer une loyauté envers le régime - comme la sociologie, l'histoire ou les relations internationales. Au cours des années 1990, un processus de spécialisation interne à la science politique conduit à l'émergence de la sous-discipline des « études européennes » qui se donne à voir tant sur le plan de la recherche (publications et participation à des groupes de recherche internationaux), de l'enseignement (lancement et développement de cursus en questions européennes) que des structures scientifiques (création d'associations professionnelles et de réseaux de recherche spécialisés).

¹ Cet article est centré sur le cas tchèque, après la scission de la fédération tchécoslovaque en 1993.

² Cf Kaase (M.), Sparschuh (V.), Wenninger (A.), eds., *Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe : Handbook on Economics, Political Science and Sociology (1989-2001)*, Berlin, Bonn, Budapest, GESIS, 2002.

C'est cette invention d'une sous-discipline dédiée à l'étude de l'intégration européenne que cet article se propose d'interroger, à partir d'une analyse de la spécialisation de certains acteurs académiques qui deviennent de véritables « entrepreneurs des questions européennes », possédant des savoirs scientifiques sur la construction communautaire mais aussi des savoir-faire leur permettant d'occuper des positions clés à l'interface entre l'espace communautaire et l'espace national. Ces acteurs feront l'objet d'une approche sociologique de l'europanisation, qui s'interroge sur leurs positions et trajectoires à partir de l'hypothèse selon laquelle « l'autonomisation et la structuration des champs sociaux apparaît dans les pratiques et les trajectoires des agents et des institutions »³. Dans un espace européen en voie d'autonomisation, certains agents se dotent en effet de ressources⁴ utilisables pour des repositionnements au niveau national, tout en faisant usage dans l'espace communautaire des capitaux acquis dans les espaces nationaux. Une telle étude des « courtiers » situés entre le niveau national et le niveau européen de gouvernement amène à s'interroger plus précisément sur ces processus d'acquisition de compétences et d'exercice de pratiques labellisées « européennes », valorisées dans l'espace national comme communautaire⁵.

La sous-discipline des études européennes se situe au croisement d'investissements indigènes et d'une politique communautaire d'enseignement supérieur et de recherche cherchant, depuis les années 1980, à naturaliser la dimension « européenne » de ces secteurs d'activité⁶. La construction de « l'Europe de la connaissance » contribue à redistribuer les ressources entre les institutions académiques et les universitaires qui peuvent ainsi se renforcer au niveau national, se créer une réputation internationale et avoir accès à de nouveaux financements. Le refus de se plier au jeu européen comporte en revanche un risque important de marginalisation des *outsiders*. Dans un pays « non hégémonique »⁷ comme la République tchèque où la science a subi une perte de prestige et de financements et où la

³ Dezalay (Y.), Rask Madsen (M.), « La construction européenne au carrefour du national et de l'international », in Cohen (A.), Lacroix (B.), Riutort (P.), dir., *Les formes de l'activité politique. Eléments d'analyse sociologique, du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, PUF, 2006.

⁴ On peut distinguer deux types de capitaux dans l'espace universitaire : le capital académique tiré de fonctions institutionnelles et de titres universitaires, qui possède une dimension nationale ; le capital intellectuel tiré principalement de publications et d'appartenance à des groupes de recherche qui est par nature international, cf Bourdieu (P.), *Homo academicus*, Paris, Editions de Minuit, 1984.

⁵ Guiraudon (V.), « L'espace sociopolitique européen, un champ encore en friche ? », *Cultures et Conflits*, 38-39, 2000 ; Georgakakis (D.), dir., *Les métiers de l'Europe politique. Acteurs et professionnalisation de l'Union européenne*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2002 ; Pasquier (R.), Weisbein (J.), « L'Europe au microscope du local. Manifeste pour une sociologie politique de l'intégration communautaire », *Politique européenne*, 12, 2004.

⁶ Si les premiers programmes des années 1980 cherchent à développer le sentiment « d'identité européenne » à travers l'encouragement de la mobilité entre Etats membres, les politiques des années 2000 visent à créer un « espace européen de la recherche et de l'enseignement supérieur » pour accroître la « masse critique de l'Europe » dans la compétition scientifique internationale, cf Bruno (I.), « Y a-t-il un pilote dans l'Union ? Tableaux de bord, indicateurs, cibles chiffrées : les balises de la décision », *Politix*, 82, 2008 ; Garcia (S.), « L'Europe du savoir contre l'Europe des banques ? La construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 166-167, 2007 ; Bache (I.), « The Europeanization of Higher Education : Markets, Politics or Learning ? », *Journal of Common Market Studies*, 44(2), 2006 ; Petit (I.), « Agir par mimétisme : la Commission européenne et sa politique d'éducation », *Canadian Journal of Political Science*, 38(3), 2005.

⁷ A savoir des pays « dominés dans la division internationale du travail scientifique, [...] qui participent aux grandes collaborations internationales mais se voient souvent attribuer des fonctions secondaires dans des programmes élaborés dans des pays hégémoniques. Les pays non hégémoniques n'ont pas d'instruments financiers capables d'agir sur les grandes tendances de la production de savoir dans le monde [mais] il leur reste des marges de manoeuvre, d'une part à l'échelle nationale, pour agir sur leur propre production de connaissance, et d'autre part, dans les choix de sujets et les choix de partenaires avec lesquels ils coopèrent », cf Losego (P.), Arvanitis (R.), « La science dans les pays non hégémoniques », *Revue d'anthropologie des connaissances*, 2(3), 2008.

valeur des capitaux circulant dans l'espace académique est renégociée après la chute du régime communiste, les ressources symboliques et matérielles offertes par les institutions communautaires acquièrent un poids particulier.

Si l'émergence des études européennes constitue un cas emblématique des effets de la construction communautaire sur les espaces académiques nationaux, les caractéristiques de ces derniers façonnent en retour l'espace des possibles pour les européens. Après 1989 les sciences sociales tchèques renaissent sous l'effet des investissements successifs de trois générations d'universitaires qui réalisent un équilibre différent entre capital politique et intellectuel. Les *soixante-huitards*⁸ refondent les structures académiques au début des années 1990 en mobilisant des capitaux acquis sous le socialisme, avant d'être évincés par la génération de la *normalisation*⁹ qui capte les positions de pouvoir à la moitié des années 1990 grâce à des reconversions réussies. Cette dernière est ensuite concurrencée par la génération *postcommuniste* qui a entamé ses études après 1989 et dont certains représentants accèdent à des postes de responsabilité à la fin des années 1990. La constitution de la communauté des européens est le produit de ces luttes symboliques entre générations : bien qu'ils s'appuient tous sur l'offre scientifique et financière communautaire pour tenter de l'emporter dans la redéfinition de la hiérarchie des profils et des disciplines en valorisant la possession de capitaux cosmopolites (connaissance des langues étrangères, expérience de la mobilité internationale, insertion dans des réseaux scientifiques internationaux), les spécialistes tchèques de la construction communautaire se différencient en termes de génération, de discipline d'origine et de proximité avec les élites politico-administratives.

Cette structuration des études européennes sera exposée en deux temps : leur création en tant que sous-discipline par une importation de savoirs issus d'un champ d'études déjà constitué, à travers des dynamiques croisées de renouvellement et d'inertie des cadres académiques (I), et les logiques de la spécialisation dans les études européennes, qui font de l'insertion dans des réseaux de recherche soutenus par les institutions communautaires et de la réalisation d'expertise pour les élites politico-administratives, une voie rapide d'entrée et/ou de consolidation de sa position dans l'espace scientifique national (II).

I. Une brève histoire des études européennes en République tchèque

La comparaison des trajectoires de la génération des *soixante-huitards* avec celle de la *normalisation* permet de mieux saisir les logiques de la renaissance des sciences sociales tchécoslovaques dans les disciplines précédemment interdites (comme la science politique) ou tolérées (la sociologie, les relations internationales et l'histoire¹⁰). Après 1989, la nouvelle économie des ressources nécessaires à une carrière académique se traduit par une redéfinition de la hiérarchie entre les disciplines qui dévalorise celles qui étaient les plus proches de

⁸ Nés avant la seconde guerre mondiale, les *soixante-huitards* font leurs études dans les années 1950 et rejoignent alors le KSČ. Ceux dont la carrière est la plus réussie occupent à la fin des années 1960 des positions de pouvoir dans les universités et les centres de recherche. La plupart d'entre eux soutiennent le mouvement de libéralisation des années 1960. Trois choix s'offrent à eux après 1968 : quitter le pays, adhérer à la science officielle ou rejoindre l'opposition au régime et perdre leur emploi scientifique, cf Drulák (P.), Druláková (R.), « The Czech Republic », in Jorgensen (K.E.) et Knudsen (T.B.), eds., *International Relations in Europe : Traditions, Perspectives and Destinations*, Londres, Routledge, 2006.

⁹ La génération née après la seconde guerre mondiale, éduquée sous le communisme et pour qui la fin du printemps de Prague définit les conditions d'occupation de la profession, à savoir un choix entre une collaboration active avec le régime dans l'intérêt de la carrière, ou un retrait dans un exil intérieur permettant de conserver un emploi scientifique de second rang.

¹⁰ Cf Mayer (F.), *Les Tchèques et leur communisme : mémoire et identités politiques*, Paris, Editions de l'EHESS, 2003 ; Lavabre (M.-C.) et Marès (A.), « Mémoires du communisme », *Cahier du Cefres* n°26, Prague, 2001 ; Mink (G.) et Forest (M.), *Post-communisme : les sciences sociales à l'épreuve*, Prague, CEFRES, 2003.

l'espace politique, comme la philosophie ou l'étude du marxisme-léninisme, mais aussi par un rapide renouvellement générationnel parmi les détenteurs du pouvoir académique. La configuration des études européennes, telle qu'elle apparaît dans les propriétés des auteurs et les thèmes des publications sur la construction communautaire, est représentative de ces rééquilibres entre capital politique et capital intellectuel.

A. La subordination de la science à la politique dans la Tchécoslovaquie communiste

L'instauration d'un système politique de type soviétique après le coup de Prague de 1948 se traduit par l'imposition d'un contrôle idéologique sur les activités académiques qui, s'il varie en intensité au cours du temps et entre les disciplines, ne se relâche jamais complètement. L'histoire des sciences sociales tchécoslovaques, qui épouse étroitement l'histoire du régime, reflète une lutte de l'espace académique pour défendre son autonomie par rapport à l'espace politique. Quelle que soit la discipline considérée, le capital politique, à travers l'appartenance au KSČ (Parti communiste tchécoslovaque), est en effet crucial dans le déroulement de la carrière jusqu'en 1989. Le capital académique découle du capital politique et étant donné la fermeture de l'espace scientifique, l'accumulation de capital intellectuel est difficile.

Sous le stalinisme, l'organisation soviétique du secteur scientifique en trois axes est répliquée en Tchécoslovaquie comme dans les autres pays satellites¹¹. La recherche est chapeauté par l'Académie des sciences, institution la plus prestigieuse, tandis que les universités sont chargées de l'enseignement supérieur (sans activités de recherche) et que des instituts de recherche spécialisés sont créés dans les ministères d'Etat et au comité central du parti. La science politique, qui cherche à s'émanciper de la sociologie¹², est particulièrement réprimée par le nouveau régime. Entre 1945 et 1948, une brève période de liberté académique a permis la publication de quelques ouvrages et la création, sur le modèle de la LSE de Londres, de la Haute Ecole des Sciences politiques et économiques de Prague - qui ferme cependant ses portes dès 1953. La science politique est ensuite remplacée par des cours obligatoires dédiés au matérialisme historique, à la théorie et la philosophie marxiste, à la politique économique et au « communisme scientifique ». Des chaires correspondant à ces enseignements, dont le contenu est placé sous le contrôle du Parti, sont créées dans toutes les universités. Les contacts avec les communautés scientifiques occidentales sont coupés et les universitaires qui refusent de rejoindre le parti sont internés ou forcés à l'exil.

La déstalinisation suscite l'apparition d'un nouveau clivage politique dans l'espace scientifique entre d'une part les communistes orthodoxes, fidèles au dogme marxiste-léniniste, et les réformistes qui privilégient les études empiriques, descriptives, réalisées sans cadre théorique explicite afin de se soustraire au contrôle idéologique. Ces derniers jouent un rôle central dans le développement des sciences sociales dans la première moitié des années 1960, à la faveur de la libéralisation contrôlée qui culmine dans le printemps de Prague. Ces *soixante-huitards* sont à l'origine de la création de l'Association tchécoslovaque de science politique en 1964 et de la réintroduction de la discipline dans les cursus universitaires à Prague et à Bratislava en 1967, ainsi qu'à l'Institut de l'Etat et du Droit de l'Académie des Sciences. La science politique renaît brièvement grâce à des publications (Lubomír Brokl,

¹¹ Cf Mespoulet (M.), « Quelle sociologie derrière le « rideau de fer » ? », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 16, 2007 ; Péteri (G.), David-Fox (M.), eds., *Academia in upheaval. Origins, Transfers and Transformations of the Communist Academic Regimes in Russia and East Central Europe*, Westport, Londres, Bergin & Garvey, 2000 ; Ripka (G.), *Vivre savant sous le communisme*, Paris, Belin, 2002 ; Bafoil (F.), « A quoi servait la sociologie en RDA ? », *Revue française de sociologie*, 32(2), 1991.

¹² La sociologie est établie comme discipline académique au tournant du XXème siècle alors que la science politique n'est pas enseignée à l'université et ne dispose ni de revue ni de maison d'édition spécifique.

Miroslav Jodl, Pavel Machonin, Jan Škaloud, Zdeněk Mlynář) et des tentatives d'importation de certains travaux étrangers sous forme de traduction¹³. Cette même génération s'investit dans le développement de la discipline des relations internationales au sein de l'Institut de la Politique et de l'Economie internationale (ÚMPE), en dépit de la forte dépendance de cet institution par rapport à l'espace politique. L'ÚMPE est en effet fondé en 1957 grâce à un dirigeant communiste, Jiří Hájek, qui place son assistant Vladimír Soják à sa tête et confie à cette institution un rôle d'expertise pour le ministère tchécoslovaque des Affaires étrangères et de formation des diplomates. Dans la seconde moitié des années 1960, les *soixante-huitards* de l'ÚMPE prônent la prise d'autonomie par rapport à Moscou et la réforme du COMECON, sans pour autant préconiser la sortie du bloc socialiste¹⁴. La sociologie quant à elle, après avoir été interdite en 1948 en tant que « pseudo-science bourgeoise », est à nouveau enseignée à l'université dans sa version marxiste dans les années 1960. En 1965 la discipline fonde son association professionnelle, son centre de recherche à l'Académie des sciences et sa revue. Entre 1965 et 1969 les *soixante-huitards*, qui cherchent à moderniser la société conformément à la conception scientiste du monde développée par l'idéologie communiste, produisent d'importants travaux sur la stratification sociale¹⁵.

Pendant la *normalisation* entre 1969 et 1989, l'espace académique est pleinement intégré au champ politique et les *soixante-huitards* sont évincés des postes de pouvoir au profit d'une nouvelle génération qui n'est pas liée au mouvement de réforme vers le « socialisme à visage humain ». La science politique est interdite et seuls subsistent des « îlots » de liberté académique autour de certains universitaires (Petr Pithart, Václav Benda, Rudolf Kučera) qui opèrent au sein ou à la marge de l'opposition démocratique - dans des séminaires en appartement à Prague, à l'« Université souterraine » à Brno ou dans certaines associations chrétiennes. De nombreux politistes, comme par exemple Zdeněk Mlynář¹⁶, choisissent l'exil. La répression touche toutes les sciences sociales. L'ÚMPE fait ainsi l'objet de purges sévères avant d'être rebaptisé Institut des relations internationales (ÚMV) et peuplé majoritairement de diplomates à la retraite. En sociologie, les purges et les interdictions d'enseigner se multiplient dans les années 1968-1970. Les départements de sociologie des facultés sont supprimés ou transformés en départements de philosophie marxiste-léniniste, tandis que l'Académie des Sciences se dote en 1970 d'un nouvel Institut de Sociologie peuplé avec des chercheurs de second rang loyaux envers le régime. Les contacts avec l'étranger sont réservés à ces derniers, qui contrôlent l'Association tchèque de sociologie. La mise au pas des sociologues se poursuit tout au long des années 1970¹⁷. A l'université les critères d'obtention de doctorat sont assouplis¹⁸, tandis que tous les matériels d'enseignement doivent être visés par le ministère de l'Education. Bien qu'aucune réflexion incompatible avec les dogmes du

¹³ Cf « Osudy sociologie na akademické půdě 1962-1989 » (Destins de la sociologie dans le champ académique de 1962 à 1989), *Sociologický Casopis*, 40(5), 2004.

¹⁴ Cf Drulák (P.) et Kratochvíl (P.), *50 let českého výzkumu mezinárodních vztahů : od ÚMPE k ÚMV*, Prague, ÚMV, 2007.

¹⁵ Notamment Machonin (P.), *Československá společnost. Sociologická analýza sociální stratifikace* (La société tchécoslovaque. Une analyse sociologique de la stratification sociale), Prague, 1969.

¹⁶ Né en 1930, fervent communiste dans les années 1950 et membre du Comité central du KSC dans les années 1960, Zdeněk Mlynář prend en 1968 la tête de « l'équipe de recherche pour les réformes du système politique » à l'Institut pour l'Etat et le Droit de l'Académie des Sciences. Il s'exile à Innsbrück pendant la normalisation où il poursuit sa carrière de professeur en science politique.

¹⁷ En 1979, une résolution du KSC stipule que les postes des nouveaux départements de sociologie marxiste-léniniste créés à Prague et Brno seront pourvus uniquement par des membres du parti et en 1980, une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur prévoit un contrôle des organes étatiques sur toutes les activités des universités .

¹⁸ Le « petit doctorat » (qui confère les titres de JuDr. en droit ou PhDr. en sciences sociales, placés avant le nom) est obtenu à l'issue d'un examen oral dit « rigoureux », à l'issue d'une maîtrise, sans réaliser de travail de recherche. Après 1989, les doctorats qui sanctionnent au moins trois années de recherche donnent le titre de Ph.D. placé après le nom.

marxisme-léninisme ne puisse être officiellement développée, une sociologie informelle se développe sous forme de groupes de discussion ou d'équipes de recherche appliquée¹⁹.

B. (Re)constitution de la science politique et émergence des études européennes

Avec la levée des restrictions politiques pesant sur la science, le système hiérarchique des institutions de sciences sociales supervisées par le KSČ est démantelé²⁰. Les anciennes élites académiques, volontairement ou sous la pression de leurs pairs, quittent leurs postes pour rejoindre le secteur privé, prendre leur retraite ou occuper des positions moins élevées dans leur institution d'origine²¹. Le discrédit jeté sur le régime précédent, incarné par les Départements de philosophie et de droit et les Instituts de marxisme-léninisme, empêche ces derniers de jouer le rôle de viviers des futurs politistes (bien que certaines entreprises individuelles de reconversion réussissent). Ce sont donc des historiens, des sociologues, des internationalistes et des experts en aires culturelles de la génération des *soixante-huitards* qui fondent, entre 1989 et 1994, les nouveaux départements de science politique. Ils sont évincés par la génération de la *normalisation* au milieu des années 1990, et cette dernière est elle-même concurrencée par la génération *postcommuniste* à la fin de la décennie. Si la structuration des études européennes est déterminée par cette succession des générations, on note également une étroite coïncidence chronologique entre le développement des travaux sur l'intégration européenne et la progression des relations entre l'UE et la République tchèque²².

Juste après le changement de régime, le capital politique joue dans une dichotomie entre les « communistes » et les « anti-communistes », à savoir les dissidents, les émigrés et les *soixante-huitards*. Cette nouvelle communauté scientifique légitime forme un groupe très hétérogène : si les dissidents disposent d'un capital politique indiscutable, ils n'ont ni capital académique (n'ayant pas pu acquérir de titres universitaires) ni intellectuel (pas de publication ni de reconnaissance internationale). Les émigrés disposent de capital intellectuel grâce à une carrière à l'étranger, mais leur capital académique est limité et leur capital politique est sujet à controverse (s'ils ne se sont pas compromis avec le régime, ils ne l'ont pas non plus affronté directement). La force des *soixante-huitards* est leur capital académique puisqu'ils ont pu accumuler des titres et une expérience universitaire dans les années 1960, bien que leur capital intellectuel soit limité du fait de la fermeture de l'espace scientifique tchécoslovaque de l'époque, et que leur capital politique soit douteux en raison de leur appartenance passée au parti. C'est pourtant parmi ces derniers que se recrutent les directeurs des nouveaux instituts, comme Václav Kotyk (vice-directeur de l'ÚMV en 1968 et son premier directeur après 1989), Alexandr Ort (directeur du Département d'étude des pays capitalistes puis vice-directeur de l'ÚMV en 1968 ; fondateur du centre de relations internationales Jan Masaryk à la VŠE²³ en 1991) ou Theodor Syllaba (spécialiste de théorie politique, directeur du premier Département

¹⁹ Cf Spalová (B.), « La révolution de velours dans les sciences sociales tchèques », *Critique internationale*, 32, 2006.

²⁰ L'Académie des Sciences, qui voit son statut dévalorisé par la réduction de moitié de ses effectifs en 1993 et l'essor de la recherche à l'université, crée en 1990 un nouvel Institut de Sociologie traitant notamment de sociologie politique.

²¹ La loi de lustration interdisant aux anciens cadres du régime d'occuper des positions hiérarchiques (postes de recteurs, vice-directeurs et directeurs de départements) joue cependant un rôle limité dans cette « révolution de velours » académique, cf Mayer (F.), *op. cit.*

²² La Tchécoslovaquie signe un accord d'association avec l'UE en 1991, renégocié par la République tchèque après la partition de la fédération en 1993. Le pays pose sa candidature à l'adhésion en 1996, est inclus en juillet 1997 dans la « première vague » d'adhésion et entame ses négociations en 1998. Celles-ci s'achèvent en 2002, le traité d'adhésion est signé en 2003 et l'adhésion effective le 1^{er} mai 2004.

²³ Faculté du Commerce extérieur pendant l'entre-deux-guerres puis Haute Ecole d'Economie de Prague à partir de 1953.

de science politique à l'Université Charles de Prague en 1967 ; exclu de l'université après le printemps de Prague ; fondateur de ce même Département en 1990).

Au moment de la redéfinition des formations universitaires en sciences sociales en 1990-1991, seuls quelques enseignants et chercheurs ont une formation en science politique et la majorité d'entre eux se forment rapidement à cette discipline par des séjours à l'étranger. D'anciens exilés et des professeurs étrangers sont également sollicités pour introduire de nouvelles thématiques et paradigmes, fournir de l'aide à la préparation de nouveaux cursus, offrir une participation à des projets de recherche et des contacts avec les collègues étrangers, ou assurer des cours en langues étrangères²⁴. L'Association tchèque de science politique reconstituée tente d'aider à la mise en place de nouveaux cursus et standards académiques à travers l'organisation de rencontres permettant de nouer des contacts, d'échanger des programmes de cours et des références de lectures. Les objets canoniques de la discipline sont alors la transition à la démocratie, suivie par l'étude du système politique tchèque et la politique comparée. Comme pour les autres disciplines des sciences sociales, la redéfinition des savoirs légitimes et la recherche d'éléments d'interprétation des transformations postcommunistes suscitent un fort intérêt pour la science politique dans la société tchèque²⁵.

Les premiers travaux sur l'intégration européenne sont publiés à cette époque par des *soixante-huitards* au capital politique important qui approchent l'intégration européenne par la philosophie politique ou l'histoire. Citons par exemple Theodor Syllaba (dir) : *Masaryk a myšlenka evropské jednoty* (Masaryk et la réflexion sur l'unité européenne), Prague, 1991 ou Miloslav Bednář²⁶ : « Masaryk's Idea of European Unity: Genesis and Significance », *Czechoslovak and Central European Journal*, Texas A&M University, 1991, n°2. L'importance du capital politique est également visible dans les nombreuses publications par des diplomates et des hommes politiques, comme le ministre des Affaires étrangères Jiří Dienstbier²⁷ auteur en 1991 de *Sněni o Evropě* (Rêves d'Europe).

L'influence décroissante du capital politique sur la carrière se traduit au milieu des années 1990 par l'occupation de postes académiques élevés par des universitaires de la *normalisation*. Zuzana Lehmanova succède ainsi à Alexandr Ort à la tête du Centre Jan Masaryk et Milan Znoj²⁸ à Theodor Syllaba à l'Université Charles. Cette génération est à l'origine d'une grande partie des premières publications sur la construction communautaire, sous la forme de participations à des ouvrages coordonnés par des fondations étrangères, parfois co-financés par la Direction des Etudes de la Commission européenne, la Banque mondiale ou l'OCDE. Ces publications situées sur un registre mi-politique mi-académique,

²⁴ Cf Mansfeldová (Z.), « Political science in the Czech Republic », in Klingemann (H.-D.), Kulesza (E.), Legutke (A.), eds., *The State of Political Science in Central and Eastern Europe*, Berlin, Sigma, 2002.

²⁵ Cf Spalová (B.), *art. cit.* ; Pšejka (P.) et Holzer (J.), « Political Science – Czech Republic » in Kaase (M.), Sparschuh (V.), Wenninger (A.), eds., *op. cit.*

²⁶ Né en 1948, Miloslav Bednář obtient un doctorat en philosophie à l'Université Charles de Prague en 1973 mais ne peut exercer son métier pour des raisons politiques. Il est employé de 1976 à 1990 au département de Théorie du journalisme de l'Institut de journalisme de l'Académie des sciences. Réhabilité en 1990, il obtient un poste de chercheur à l'Institut de philosophie de l'Académie des Sciences. Il préside la section tchécoslovaque du Mouvement européen de 1991 à 1994.

²⁷ Né en 1937, Jiří Dienstbier étudie le journalisme à l'Université Charles de Prague de 1955 à 1960 et entre au KSČ en 1958. Entre 1958 et 1969 il est rédacteur et présentateur à la radio d'Etat, avant d'être renvoyé pour son opposition à l'occupation soviétique puis exclu du parti en 1969. Signataire de la Charte 77 et porte-parole de ce mouvement de 1979 à 1985, il est emprisonné de 1979 à 1982 et exerce ensuite des professions manuelles. Il est ministre des Affaires étrangères de la Tchécoslovaquie démocratique de décembre 1989 à 1992.

²⁸ Né en 1952, Milan Znoj fait des études d'économie politique à la VŠE puis de philosophie et sociologie à l'Université Charles dont il est diplômé en 1983. Employé dans le département de philosophie à l'Académie des sciences de Tchécoslovaquie de 1977 à 1985, il obtient alors le titre de CSc. en philosophie et est *assistant* (1985-1993) puis *docent* en philosophie à la Faculté de philosophie de l'Université Charles.

reposant sur la collaboration de chercheurs, d'experts et de fonctionnaires, se caractérisent par une prééminence des analyses économiques sous couvert d'inter-disciplinarité, ainsi qu'une approche prospective et des recommandations aux acteurs (appels à l'accélération de l'élargissement, critiques des critères d'adhésion ou insistance sur la nécessité d'une réforme interne de l'UE).

Les auteurs des PECO sont sollicités pour rédiger des chapitres qui présentent l'état des réformes de chaque pays candidat afin d'évaluer leur degré de préparation à l'intégration²⁹. La génération de la *normalisation* s'investit ainsi dans la problématique européenne à partir d'autres spécialisations, comme le spécialiste de l'Allemagne Vladimír Handl³⁰ (auteur de « Translating the Czech Vision of Europe into Foreign Policy – Historical Conditions and Current Approaches », in Lippert Barbara, Schneider Heinrich (dir) : *Monitoring Association and Beyond- the EU and the Visegrad States*, Bonn, Europa Union Verlag, 1995) ou l'économiste Jaroslav Jakš³¹ (auteur de « The Czech Republic on the Road to the European Union - Problems of the Mutual Interaction of the Transformation and Integration Processes in the 1990s », *Perspectives*, été 1994). A cette époque sont également publiés les premiers manuels généraux présentant l'UE, comme celui de Jaroslav Jakš (*Co je te, když se řekne Evropská Unie* (De quoi parle-t-on quand on dit Union européenne), Prague, Centrum pro demokracii a svobodné podnikání, 1997) ou de Miloslav Had (*Evropská společnost : první pilíř Evropské Unie* (La Communauté européenne : le premier pilier de l'Union européenne), Prague, ÚMV, 1997).

Dans une dernière période, à la fin des années 1990, la dichotomie communiste/anticommuniste perd de sa saillance et l'autonomie du champ scientifique se renforce par rapport au champ politique. Ceci est lié à l'émergence d'une génération *postcommuniste* d'universitaires qui ont commencé leur carrière dans les années 1990 et ont souvent effectué une partie de leur formation initiale à l'étranger. Leur capital principal étant de nature intellectuelle et non académique, ils remettent en cause le fonctionnement des sciences sociales au nom de la nécessaire reprise des standards scientifiques occidentaux (références académiques dans les publications, adoption du style rédactionnel anglo-saxon, évaluation des articles par des pairs, exigence d'une réflexion théorique et méthodologique plus poussée etc). Ce sont les acteurs de l'importation des paradigmes scientifiques anglo-saxons, qui remplacent les auteurs tchèques pré-communistes comme références scientifiques principales. Les sciences sociales tchèques sont alors divisées par un clivage générationnel entre les individus représentatifs de la *normalisation* formés dans les institutions académiques nationales, où ils ont pu accumuler un important capital académique, et les universitaires *postcommunistes* qui favorisent le capital intellectuel³². Ce clivage n'interdit aucunement les collaborations entre ces générations qui peuvent ainsi combiner les deux types de ressources, notamment dans des travaux sur l'intégration européenne.

²⁹ Cf Tang (H.), ed., *Winners and Losers of EU Enlargement. Policy Issues for Central and Eastern Europe*, Washington, Banque mondiale, 2000, et les ouvrages comparatifs de la fondation Bertelsmann reprenant une grille d'analyse proche de celle de la Commission européenne dans ses Rapports sur les Etats candidats (stabilité de la situation politique, adaptation du système juridique, politique étrangère et de sécurité, réformes économiques, société, état et problèmes de l'association avec la CEE) cf Weidenfeld (W.), ed., *Mittel- und Osteuropa auf dem Weg zu der Europäischen Union, Bericht zum Stand der Integrationsfähigkeit*, Gütersloh, Verlag Bertelsmann Stiftung, 1996.

³⁰ Après des études à l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou entre 1977 et 1982, Vladimír Handl devient chercheur à l'ÚMV où il travaille toujours.

³¹ Né en 1937, Jaroslav Jakš fait ses études puis sa carrière à la VŠE où il obtient un diplôme d'ingénieur en économie (1961) avant de devenir CSc (1968) puis *docent* (1980). Docteur en économie 1990, il y est nommé professeur en 1992.

³² Cf Drulák (P.), « Bourdieuvské zamyšlení nad oborem » (Une réflexion bourdieusienne sur notre champ), *Mezinárodní vztahy*, 3/2007.

L'appropriation des savoirs anglo-saxons sur la construction communautaire se traduit par une diversification des publications destinées au marché académique national et l'insertion plus poussée des européanistes tchèques dans les réseaux internationaux. Les processus internes à l'Union européenne, et en particulier le fonctionnement de ses institutions font l'objet de manuels plus ancrés dans la littérature sur l'intégration européenne, comme par exemple celui de Petr Fiala et Markéta Pitrová (*Evropská Unie. Historie, instituce, politika* (L'Union européenne. Histoire, institution, politique), Brno, Centre pour l'étude de la démocratie et de la culture, 2001). L'élargissement de l'UE et la place de la République tchèque en son sein constituent un second angle privilégié d'étude, comme en témoignent le nombre élevé d'articles publiés sur ce thème dans la revue de relations internationales *Mezinárodní Vztahy*³³ mais aussi la participation d'auteurs tchèques à des projets collectifs comme Zdenka Mansfeldová³⁴ (qui dirige avec Vera Sparschuh et Agnieszka Wenninger *Patterns of Europeanization*, Hambourg, Krämer, 2005). Les processus de révision des traités et de rédaction du TCE constituent le dernier angle privilégié d'analyse de la construction européenne, à travers notamment les travaux de Lenka Rovná (auteur de « Metoda Konventu a evropská ústava » (La méthode de la Convention et la Constitution européenne) in Hrubec (M.), ed, *Spravedlnost a demokracie v evropské integraci* (La justice et la démocratie dans la construction européenne), Prague, Filosofia, 2005).

Dans cette dernière phase, les politistes tchèques témoignent d'une prédilection pour l'analyse de deux grands projets politiques communautaires des années 1990 que sont l'élargissement et les réformes institutionnelles. Le choix de ces thématiques montre que les européanistes sont avant tout des praticiens de l'intégration européenne, dont les savoirs et savoir-faire sont particulièrement valorisés pendant la pré-adhésion et les premières années de l'appartenance à l'UE. La sous-discipline se développe donc dans une certaine proximité avec l'espace politico-administratif qui détermine les deux logiques principales de la spécialisation dans les questions européennes, à savoir l'insertion dans des réseaux de recherche soutenus par les institutions communautaires et la réalisation d'expertise pour le gouvernement tchèque.

II. Les logiques diversifiées de la spécialisation dans les questions européennes

Les liens des européanistes tchèques avec les élites politico-administratives tiennent à la fois au contexte de pré-adhésion, qui donne à la thématique européenne une grande visibilité politique et médiatique³⁵, mais aussi à une logique plus générale de la construction communautaire qui repose sur la constitution d'un « champ du pouvoir transnational » caractérisé par de multiples intersections entre espace académique et espace politique³⁶. Les « entrepreneurs de l'Europe » tchèques ont pour point commun la possession de capitaux cosmopolites qui sont au principe de la consolidation de la sous-discipline et du renforcement de leur propre position dans l'espace académique national. Leurs investissements dans les

³³ Par exemple dans le numéro spécial « Evropská Unie » (Union européenne) 1/2004 qui comporte des articles sur l'élargissement de l'UE et l'européanisation de la scène politique tchèque.

³⁴ Zdenka Mansfeldová est diplômée en 1974 du Département de sociologie et psychologie de la Faculté de Philosophie de l'Université Charles de Prague. Elle obtient un « petit doctorat » en sociologie en 1975 et est CSc. en sociologie à la Faculté d'Etat de Philosophie de Moscou en 1985-1988. Elle est actuellement directrice de recherche, directrice du département de sociologie politique et première vice-directrice de l'Institut de Sociologie de l'Académie des sciences.

³⁵ Cf Neumayer (L.), *L'enjeu européen dans les transformations postcommunistes – Pologne, Hongrie, République tchèque 1989-2004*, Paris, Belin, 2006.

³⁶ Cf Cohen (A.) et Weisbein (J.), « Laboratoires du constitutionnalisme européen. Expertises académiques et mobilisations politiques dans la promotion d'une Constitution européenne », *Droit et société*, 60, 2005.

études européennes varient cependant selon les combinaisons de capital politique, intellectuel et académique que leurs trajectoires leur permettent de réaliser.

A. Placer les études européennes au cœur de « l'Europe de la connaissance »

Les programmes communautaires en matière d'enseignement supérieur et de recherche produisent une légitimation croisée entre les institutions communautaires qui cherchent à jouer un rôle dans des domaines initialement hors de leurs compétences, et des universitaires centre-européens désireux de s'ajuster aux nouvelles normes et exigences de la carrière et à qui les labellisations européennes procurent légitimité, prestige et crédibilité. Bien que certains scientifiques des PECO craignent d'être perçus comme de simples « fournisseurs de données » par des partenaires occidentaux cherchant à accroître la représentativité de leurs réseaux de recherche en y intégrant des ressortissants des futurs Etats membres³⁷, la survie académique passe dans de nombreuses universités par l'inclusion dans des sous-champs disciplinaires déjà constitués au niveau international avec leurs paradigmes, leurs questionnements, et quelques institutions scientifiques dominantes³⁸. En République tchèque la tradition empirique et la forte discontinuité des sciences sociales, ainsi que la faible taille de la communauté scientifique nationale compliquent la formulation de paradigmes alternatifs aux schèmes de pensée anglo-saxons.

La spécificité des études européennes tient au rôle majeur joué par les institutions communautaires dans la promotion directe des enseignements portant sur l'intégration européenne et les tentatives d'organisation transnationale des européenistes. La Commission européenne promeut des initiatives visant à relativiser des frontières disciplinaires présentées comme sclérosantes, à renforcer la collaboration internationale réticulaire, à « ouvrir l'université sur la société » et à affirmer la dimension « nécessairement européenne » de la science³⁹. Les études européennes, qui correspondent pleinement à la « bonne forme » de la science européenne par leur applicabilité présumée au marché de l'emploi dans des pays en voie d'adhésion à l'UE, leur ancrage simultané dans plusieurs disciplines, et une « transférabilité » immédiate qui les rend attractives pour les étudiants étrangers, font ainsi l'objet d'une attention soutenue. Le programme TEMPUS et l'Action Jean Monnet développés par l'Union européenne en 1990⁴⁰, de même que les Programmes-Cadres de Recherche et de Développement (PCRD) censés structurer « l'espace européen de la recherche » depuis la fin des années 1980 apportent des financements et constituent des lieux privilégiés de socialisation et de circulation des savoirs sur l'Europe. Les institutions européennes soutiennent en outre la constitution de réseaux d'europeanistes comme ECSA

³⁷ Cf Keen (M.F.) et Mucha (J.), « Sociology in Central and Eastern Europe in the 1990s : a Decade of Reconstruction », *European Societies*, 2, 2004.

³⁸ Cf Popa (I.), « La structuration internationale des études européennes : un espace scientifique dissymétrique », in Georgakakis (D.) et De Lassalle (M.), dir, *La « nouvelle gouvernance européenne » : genèses et usages politiques d'un livre blanc*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2008.

³⁹ Cf Keeling (R.), « The Bologna Process and the Lisbon Research Agenda : the European Commission's Expanding Role in Higher Education Discourse », *European Journal of Education*, 41(2), 2006.

⁴⁰ Le programme TEMPUS établi dans le cadre du programme d'assistance technique PHARE permet de financer la mobilité des étudiants et des enseignants, mais aussi des « projets européens communs » associant des établissements d'enseignement supérieur des PECO et des Etats membres de l'UE. L'Action Jean Monnet, étendue aux PECO en 1997, vise à développer de nouveaux enseignements sur l'intégration européenne en offrant des co-financements sur 3 ans aux universités bénéficiaires, cf Kehm (B.) (ed), *Integrating Europe Through Cooperation among Universities. The Experiences of the TEMPUS Programme*, London and Philadelphia, Jessica Kingsley Publishers, 1997 ; Belot (C.) et Brachet (C.), « Note de synthèse. Enseigner l'Europe à travers l'action Jean Monnet. Etude des lieux et pistes de réflexion », *Politique européenne*, 14, 2004.

(European Studies Associations) ou EPSNet (European Political Science Network) largement structurés autour des questionnements et paradigmes anglo-saxons⁴¹.

Ces initiatives rencontrent les investissements de certains universitaires dans un secteur neuf et perçu comme un outil de distinction particulièrement efficace dans un espace académique concurrentiel – soit comme une source de nouvelles opportunités à saisir, soit comme un élément central dans des stratégies de reconversion. Etant donné le poids symbolique de l'intégration européenne dans les sociétés postcommunistes, le développement des études européennes est en effet un signe valorisé de rupture avec le régime précédent et un outil privilégié d'insertion dans l'espace scientifique international. Un cursus spécialisé en questions européennes est perçu comme renforçant la position de l'établissement grâce à une offre de formation attractive pour les étudiants étrangers et préparant les diplômés tchèques à de futurs emplois liés à l'UE au niveau national ou européen.

C'est en participant à ces activités, par un jeu croisé de reconnaissance au niveau national et européen et de cumul de positions, qu'émerge au cours des années 1990 un petit groupe d'universitaires spécialisés dans la construction communautaire en République tchèque. Ces professionnels de la coopération européenne mobilisent des ressources « cosmopolites » spécifiques à cet espace : une expérience de la mobilité acquise par un poste ou un séjour d'études à l'étranger, des compétences linguistiques, une connaissance de la littérature anglo-saxonne, et l'absence de compromission avec l'ancien régime au-delà du « compromis symbolique »⁴² nécessaire à toute carrière scientifique avant 1989. L'insertion dans différents réseaux qui interagissent, parfois avec le soutien des institutions communautaires, permet l'accumulation de ressources valorisées au niveau européen et favorise l'obtention de positions d'autorité au niveau national.

Une analyse des investissements dans les questions européennes de trois universitaires sélectionnés selon le double critère de l'insertion internationale (participation à des programmes communautaires) et des positions institutionnelles nationales (directeurs d'Institut ou de Département, exerçant des responsabilités dans les associations nationales de science politique), permet de montrer que la sous-discipline des études européennes est clivée selon deux lignes de fracture : son ancrage disciplinaire, déterminé par les disciplines d'origine des européenistes ; la proximité avec l'espace politico-administratif, qui découle de l'équilibre réalisé entre capital intellectuel et académique. La combinaison de l'héritage socialiste et de l'insertion dans l'espace scientifique européen après 1989 produit en outre une disjonction entre trajectoires individuelles et institutionnelles : de jeunes institutions constituent des lieux de reconversion pour des universitaires représentant la génération de la *normalisation*, tandis que des institutions datant de la période communiste abritent des carrières rapides entamées après 1989. La variété des trajectoires et des ressources des européenistes amène à distinguer d'une part un investissement exclusif dans les questions européennes, dans un lien étroit avec l'espace politico-administratif et une valorisation du capital académique, et d'autre part un investissement plus périphérique à partir d'un ancrage disciplinaire plus affirmé, qui contribue à développer une position préalablement acquise au niveau national. Si dans le premier cas la construction communautaire est au cœur de la carrière après la chute du communisme, elle constitue dans le second une corde supplémentaire à son arc qui s'ajoute, sans s'y substituer, à d'autres thèmes de recherche et d'enseignement producteurs de reconnaissance au niveau national et européen.

⁴¹ Cf Popa (I.), *art. cit.* ; Keeler (J.T.S.), « Mapping EU Studies : The Evolution from Boutique to Boom Field 1960-2001 », *Journal of Common Market Studies*, 45(3), 2005.

⁴² Cf Sztompka (P.), « The Condition of Sociology in East-Central Europe » in Kaase (M.), Sparschuh (V.), Wenninger (A.), eds., *op. cit.*.

B. Les « pionniers de la coopération européenne »

La première trajectoire, celle de Lenka Rovná, représente les « pionniers » d'une coopération européenne qui permet de se reconverter sur le plan disciplinaire, de combiner capital académique et capital politique à travers des activités d'expertise, et de consolider rapidement une nouvelle filière universitaire dédiée à la construction communautaire.

Les études européennes se structurent au Département d'Etudes ouest-européennes de la Faculté des Sciences sociales de l'université Charles de Prague à la fin des années 1990, à l'issue d'un lent processus de création institutionnelle. Le Département de science politique fondé en 1990 se scinde en 1994 entre l'Institut de science politique, spécialisé en théorie politique et en philosophie politique, et l'Institut d'Etudes territoriales internationales créé par un historien *soixante-huitard* spécialiste du monde germanophone, Jan Křen, qui souhaite développer des enseignements pluridisciplinaires pour « répondre aux réalités géopolitiques de la République tchèque »⁴³. L'Institut offre d'abord des spécialisations en « aires culturelles » sur les espaces américain, russe et est-européen, puis ouest-européen en 1997. Un projet TEMPUS de « construction des capacités institutionnelles » permet alors de monter, au sein de cette dernière filière, des cours sur la construction communautaire ainsi qu'un programme de mobilité étudiante avec trois institutions étrangères dont l'une, le Collège de l'Europe de Bruges, se consacre à l'intégration européenne. Ce projet vise également à créer « une plate-forme durable qui continuerait à développer des activités liées à l'UE – en particulier la sensibilisation du grand public aux relations entre l'UE et la République tchèque, la recherche et la formation de certains groupes cibles – élèves du collège à l'université, fonctionnaires, secteur privé, ONG »⁴⁴. C'est ainsi que ce Département se positionne comme un lieu majeur de production d'expertise sur la construction communautaire, à travers la création de l'association « EUROPEUM Institute for European Policy », composée majoritairement de ses doctorants et enseignants. Initialement financé par TEMPUS, cette association s'est transformée en *think tank* régulièrement sollicité pour la formation des fonctionnaires tchèques en matière d'intégration européenne, pour préparer l'adhésion à l'UE puis la présidence tchèque de 2009.

Ce premier projet TEMPUS est porté par une universitaire qui accomplit plusieurs reconversions disciplinaires au cours de sa carrière en accumulant rapidement des capitaux intellectuels et académiques. Titulaire d'un « petit doctorat » en histoire obtenu en 1980 et du titre de CSc.⁴⁵ en histoire de la Tchécoslovaquie en 1985, Lenka Rovná effectue un court séjour d'études à Oxford dès 1988. Au moment du changement de régime, elle abandonne l'histoire pour embrasser les études britanniques et devient *docent*⁴⁶ en science politique à la VŠE. Elle est ensuite visiting professor à l'université de Calgary entre 1991 et 1995, où elle

⁴³ Jan Křen est diplômé en histoire à la Haute Ecole des Sciences politiques et économiques en 1953 ; enseignant en histoire moderne à la Faculté de Philosophie entre 1953 et 1969 ; exclu en 1970 de l'Université Charles où il est brièvement employé sans pouvoir enseigner ; occupe un emploi manuel tout en publiant en *samizdat* ; fonde le centre d'Etudes allemandes et autrichiennes en 1992 ; fonde l'Institut d'Etudes territoriales internationales en 1994, cf Drulák et Druláková, *art. cit.* Sa proximité avec le champ politique est attestée par son rôle de président du « Fonds germano-tchèque pour le futur » créé en 1998 pour gérer les conflits mémoriels entre les deux pays, en premier lieu l'expulsion des Allemands des Sudètes après 1945.

⁴⁴ Cf présentation de ce projet sur le site internet du Département d'études ouest-européennes.

⁴⁵ Titre de « Candidat en sciences » attribué par l'Académie des sciences à ses chercheurs et chercheurs affiliés.

⁴⁶ La carrière universitaire commence par l'obtention d'un poste non permanent d'*assistant*, puis de *docent* (poste permanent obtenu après au moins cinq années d'enseignement et une soutenance d'habilitation qui consiste à présenter un travail de recherche devant un jury, dont la décision doit ensuite être confirmée par le Conseil scientifique de la Faculté puis signée par le Doyen ou le recteur). Le poste de *professeur* est le grade le plus élevé sans être réservé aux titulaires de doctorats obtenus après 1989.

enseigne les études ouest-européennes et est-européennes, et coordonne en 1994 un programme de coopération scientifique international, le « Canada-Russia partnership fund » financé par la Fondation Gorbatchev. A son retour du Canada, forte de cette expérience internationale et de sa spécialisation en études britanniques, Lenka Rovná fonde le Département d'études ouest-européennes à l'Institut des études internationales. Celui-ci reçoit un soutien constant de la part des institutions communautaires pour développer les enseignements sur la construction européenne, avec l'attribution simultanée, en 1999, d'une chaire Jean Monnet de science politique et du premier « Centre d'excellence » Jean Monnet d'Europe centrale, tous deux dirigés par Lenka Rovná⁴⁷. Celle-ci obtient en 2006 une chaire Jean Monnet *ad personam* et en mai 2007, la « médaille de bronze de l'Education et de la formation tout au long de la vie » de la Commission européenne, qui récompense notamment ses activités « en direction d'un large public ».

Une telle trajectoire repose sur un multipositionnement au carrefour de plusieurs réseaux interconnectés constitués pour répondre aux besoins de formation en questions européennes en République tchèque, et aux besoins de connaissances sur un futur Etat membre en Europe de l'Ouest. Le « label d'excellence » Jean Monnet permet ainsi à Lenka Rovná de s'insérer dans les réseaux scientifiques communautaires comme CONNEX et EU-Consent financés par le 6^{ème} PCRD ou Mercury par le 7^{ème} PCRD⁴⁸. Réalisant une conjonction entre les espaces académique et politique, Lenka Rovná participe à la fondation de réseaux de recherche sur les réformes institutionnelles européennes (IGC-Net puis EU-PO-LIS⁴⁹) tout en étant représentant suppléant du gouvernement tchèque auprès de la Convention pour l'Avenir de l'Europe en 2002-2003. A partir de 2006, la chaire Jean Monnet *ad personam* lui procure les ressources financières et symboliques permettant de construire un vaste réseau transnational réunissant universitaires, hommes politiques, diplomates, fonctionnaires communautaires et experts de *think tanks*, notamment à travers l'organisation de conférences régulières sur l'actualité de l'UE à l'Université Charles.

Lenka Rovná consolide ainsi la spécialisation « études européennes » au sein du Département d'études ouest-européennes. Ce dernier correspond aux conceptions de l'enseignement supérieur des institutions communautaires, axées notamment sur la mobilité des étudiants, avec la création en 2005 d'un « Euromasters/Transatlantic Masters en études européennes » avec sept universités étrangères et un projet de Master en études européennes entièrement en langue anglaise à l'automne 2009. Conformément au parcours de sa fondatrice mais aussi à son ancrage dans un institut dédié à l'étude des aires culturelles et à la volonté de former les futurs experts tchèques en matière européenne, la conception des études

⁴⁷L'Action Jean Monnet soutient quatre formats d'enseignements : les « modules européens » de courte durée ; les « cours permanents » sur une année académique ; les « chaires Jean Monnet », postes d'enseignant à temps complet entièrement dédié à l'intégration européenne et depuis 1996 les chaires Jean Monnet *ad personam* attribuées à des professeurs consacrant déjà un temps plein d'enseignement à l'intégration européenne ; les « pôles européens », structures pluridisciplinaires regroupant plusieurs chaires pour développer des activités sur l'intégration européenne dans les universités et en direction d'un large public.

⁴⁸ Le projet « CONNEX - Connecting Excellence of European Governance » (2004-2008) rassemble 43 universités pour analyser « une gouvernance multinationale efficace et démocratique dans l'UE » ; le projet « EU-CONSENT - Wider Europe, Deeper Integration ? » (2005-2009) rassemble 54 institutions pour créer un réseau de recherches et d'enseignement sur le thème « Creating New Europe » ; le Consortium « MERCURY - Multilateralism and the European Union in the contemporary global order » (2009-2012) est centré sur le concept de multilatéralisme et son rôle dans la politique extérieure de l'UE.

⁴⁹ Ces deux groupes de travail transdisciplinaires et transnationaux sont partiellement financés par l'Action Jean Monnet. Le groupe « IGC Net - Anatomy, Analysis and Assessment of the EU Constitutionalisation » (2004-2005) rassemble cinq professeurs titulaires de chaires Jean Monnet (République tchèque, Irlande, Allemagne, Pologne, Autriche) pour analyser le TCE du point de vue de l'économie, du droit et de la science politique. Le groupe « EU-PO-LIS European Polity post Lisbon » (2009-2010) vise à contribuer aux débats académiques sur l'évolution de l'UE par les réformes de traités.

européennes qui prévaut dans ce Département est de nature interdisciplinaire⁵⁰. Jouer pleinement la carte des capitaux académiques et des financements communautaires permet de légitimer une nouvelle institution mais aussi de parfaire une reconversion disciplinaire qui place Lenka Rovná au cœur des études européennes tchèques – comme en témoigne son mandat de présidente de l'association ECSA tchèque de 1999 à 2006 et son obtention en 2001, d'une Action Jean Monnet visant à soutenir les activités de ce réseau.

C. Un investissement non exclusif dans les études européennes

Le second type de trajectoire repose sur une implication plus périphérique dans les questions européennes à partir d'ancrages disciplinaires affirmés, de la part d'universitaires de la génération *postcommuniste* qui investissent de manière moins marquée les intersections entre espace académique et politique - sans toutefois pouvoir se soustraire totalement aux nombreuses demandes d'expertise en matière européenne.

Le premier de ces cas illustre un investissement dans les questions européennes à partir d'un ancrage disciplinaire en Relations Internationales. Il est le fait de la génération des universitaires nés au début des années 1970, qui profitent du changement de régime pour étudier à l'étranger en bénéficiant, en tant qu'étudiants, du programme TEMPUS. S'étant ainsi approprié les paradigmes anglo-saxons, une accumulation rapide de capital intellectuel leur permet de publier une part importante des travaux tchèques sur les questions européennes au tournant des années 2000 puis d'occuper des positions hiérarchiques élevées en transformant ces ressources en capitaux académiques. C'est par exemple le parcours du directeur actuel de l'ÚMV, Petr Drulák.

Après avoir obtenu une maîtrise en commerce international à la VŠE en 1993, Petr Drulák passe une année dans le cadre du programme TEMPUS à l'Université d'Anvers où il étudie le commerce international et la politique internationale. De retour à la VŠE en 1994, il étudie la philosophie et la politique internationale au Centre d'études internationales Jan Masaryk où il rédige un mémoire sur la création de l'OTAN. Obtenant un poste d'assistant et de « doctorant interne » à la VŠE⁵¹, il achève en 2000 un doctorat sur « L'interprétation de l'origine de la guerre froide ». Il a entre-temps obtenu un poste de chercheur à l'ÚMV, qui se distingue à cette époque des autres institutions académiques par la qualité de sa bibliothèque et son intégration dans des projets de recherche internationaux. Convaincu de la nécessité d'une « ambition théorique » pour s'intégrer sur un pied d'égalité à l'espace scientifique international et déplorant le poids persistant de la méthode empirique dans les sciences sociales tchèques⁵², Petr Drulák investit la théorie des relations internationales en publiant en 2003 un manuel de théorie des RI puis en dirigeant en 2008 un ouvrage sur la méthode qualitative en RI.

Son insertion internationale se donne à voir dans de multiples séjours de recherche à l'étranger (Etats-Unis, Allemagne puis dans des institutions dédiées aux études européennes comme le Collège d'Europe de Bruges et une bourse annuelle Jean Monnet à l'IUE de Florence en 2003-2004), des publications (*International Relations and Development* et *Journal of European Public Policy*) et une participation au projet CONNEX du 6^{ème} PCRD. En République tchèque, Petr Drulák accumule des capitaux académiques à l'ÚMV dont il

⁵⁰ Le Master en études européennes se donne ainsi comme objectif de « suivre le processus d'intégration européenne, en considérant en particulier les progrès actuels de l'intégration, le système politico-institutionnel de l'UE ainsi que les aspects juridiques, économiques et culturels de l'intégration. Les cours portent spécifiquement sur le cas de la République tchèque dans l'UE », cf <http://zes.fsv.cuni.cz/index-en.php?site=est-profil>.

⁵¹ L'équivalent d'allocataire de recherche-moniteur dans le cadre français.

⁵² Cf Drulák (P.), *art. cit.*

dirige le département de recherche entre 2000-2001 avant d'en devenir le vice-directeur, puis le directeur en 2004. Il se positionne à la fois dans des revues scientifiques nationales (*Mezinárodní Vztahy*) et internationales (*Journal of International Relations and Development*) et dans des associations tchèques et internationales de science politique, comme le *Steering Committee* « RI » de l'ECPR. Il appartient au Conseil scientifique de plusieurs facultés (Prague, Plzeň, Institut für Europäische Politik de Berlin).

L'investissement plus tardif de Petr Drulák dans les questions européennes suit le développement de la recherche sur l'intégration européenne à l'ÚMV. Celle-ci est d'abord étudiée par des économistes, des spécialistes des Etats membres de l'UE qui analysent « la politique européenne » de ces derniers, ou sous l'angle du développement des relations avec la République tchèque. L'intégration européenne est ensuite approchée à partir d'objets des Relations internationales comme les questions de sécurité, avant d'être considérée à partir des années 2000 comme une sous-discipline spécifique, « à mi-chemin entre les RI et la politique comparée », à travers des recherches sur l'identité européenne, le fonctionnement des institutions communautaires, la politique étrangère de l'UE ou encore ses réformes institutionnelles. Les demandes des acteurs administratifs tchèques, des médias, des fondations étrangères et de la Commission européenne, dans le cadre du 6^{ème} PCRD, sont à l'origine du développement des études européennes à l'ÚMV. L'Institut, qui possède des liens étroits avec le ministère des Affaires étrangères pour la nomination de son directeur et ses financements⁵³, est en effet sollicité pour réaliser des expertises sous forme de *policy papers* ou de conférences communes sur les négociations d'adhésion, le TCE ou la présidence tchèque de l'UE en 2009. Bien que ses chercheurs publient aussi des travaux dans des revues centrales de la sous-discipline (*Journal of European Public Policy*, *Journal of Common Market Studies* ou *European Journal of Political Research*), l'ÚMV approche les études européennes à partir d'une proximité persistante avec l'espace politique⁵⁴.

Les questions européennes sont également investies par des membres de cette génération qui entament leur carrière dans la toute dernière phase du régime communiste et accumule ensuite des capitaux intellectuels en obtenant un doctorat en science politique conforme aux nouveaux standards académiques. Un investissement non exclusif dans les questions européennes les amène à franchir les étapes de l'insertion dans « l'Europe de la connaissance » à travers les Actions Jean Monnet, en faisant des études européennes un attribut supplémentaire dans un parcours prestigieux fondé sur une reconnaissance institutionnelle et académique préalable au niveau national.

C'est le cas de Petr Fiala, de l'université Masaryk de Brno, qui débute sa carrière sous le régime communiste. Né en 1964 et titulaire en 1989 d'un « petit doctorat » en histoire à l'Université Masaryk, il soutient en 1996 un doctorat en science politique et obtient un poste de *docent* à l'Université Charles de Prague puis de professeur de science politique à l'Université Masaryk en 2002. Petr Fiala gravit les échelons administratifs à la Faculté des sciences sociales de l'Université Masaryk (dirigeant le Département de science politique de

⁵³ Entre 1993 et 2007, 80% des financements de l'ÚMV proviennent du MAE et 20% de financements sur projets distribués par la Fondation tchèque pour la Science (agence de moyens tchèque). Depuis 2007, 50% de son budget provient du Comité gouvernementale pour la Recherche et le Développement, 25% du Ministère des Affaires étrangères et 25%, de fondations étrangères (Konrad Adenauer Stiftung, Bertelsmann, Pew Charitable Fundation, German Marshall Fund).

⁵⁴ Comme en attestent les carrières des différents directeurs de l'ÚMV après 1989 : le *soixante-huitard* Václav Kotyk est remplacé en 1991 par Jiří Valenta (anciennement émigré à Miami), qui cède la place en 1994 à un autre émigré, Otto Pick (de retour du Surrey). Otto Pick devient Vice-ministre des Affaires étrangères en 1998 et est remplacé par le spécialiste des questions de sécurité Jiří Šedivý. Ministre tchèque de la Défense en 2006-2007, Jiří Šedivý est nommé vice-secrétaire général de l'OTAN en 2007.

1993 à 2002, puis le nouveau Département de relations internationales et d'études européennes entre 2002 et 2004) avant de devenir en 2004 doyen de la Faculté de Sciences sociales et recteur de l'université. Cet universitaire parcourt simultanément le chemin attendu en matière d'Actions Jean Monnet avec le financement d'un cours permanent en 1997 (Intégration européenne), d'un module en 1998 (Institutions de l'UE) et d'une chaire en 2002 (Développement de la Recherche et de l'Enseignement en Etudes européennes). L'Action Jean Monnet permet d'abord le développement de cours sur l'intégration européenne au sein du Département de science politique, puis la création du Département de RI et d'études européennes.

Petr Fiala a ainsi accumulé un capital académique très important puisqu'il est membre du Conseil scientifique de nombreuses universités, de la commission « science politique » de la Fondation tchèque pour la science ou encore de l'Assemblée de l'Académie des Sciences. Son insertion internationale, sans passer par la participation aux projets financés par les PCRD, repose à la fois sur son appartenance à un réseau germano-tchèque (à travers des recherches financées par des fondations allemandes et le statut de Permanent Senior Fellow de l'Institut für Europäische Politik de Berlin), et sur une intégration aux structures communautaires à partir de la valorisation de ses capitaux académiques, puisqu'il est membre du Conseil universitaire européen pour le projet Jean Monnet⁵⁵. Les études européennes ne constituent cependant qu'un pan d'une activité scientifique très diversifiée. Les objets de recherche de Petr Fiala suivent le développement de la science politique tchèque puisqu'il débute ses travaux par des études sur les partis politiques, les groupes d'intérêts ou la politique comparée, avant de se pencher sur les questions religieuses et de l'extrémisme en politique, qui constituent ses thèmes de spécialisation au même titre que les questions européennes. Les postes de vice-présidence de l'Association tchèque de science politique entre 2002 et 2006 ainsi que la vice-présidence de la Conférence des recteurs d'université tchèques à partir de 2005 illustrent la position d'autorité de Petr Fiala dans l'espace académique national. Par ailleurs ses liens avec les élites politico-administratives apparaissent dans son appartenance aux Conseils scientifiques du ministère des Affaires étrangères, du *think tank* conservateur CEVRO⁵⁶, et de l'Institut d'Etude des régimes totalitaires⁵⁷.

La structuration des études européennes résulte, en République tchèque, d'une série d'investissements de la part « d'entrepreneurs de l'Europe » qui possèdent des savoirs et des savoir-faire valorisés pendant la période de pré-adhésion et à qui la coopération scientifique communautaire permet de développer des capitaux cosmopolites. Ceux-ci se positionnent simultanément dans l'espace scientifique national et communautaire, mais aussi dans les secteurs académique et politique, conformément à l'équilibre qu'ils réalisent entre capitaux intellectuels, académiques et politiques. En ce sens, si l'Europe redistribue les ressources entre les acteurs d'un même espace national, son impact est filtré par d'importants effets de structure. Dans un champ académique tchèque peu stabilisé en raison du changement de

⁵⁵ Instance qui assiste la Commission européenne dans les sélection des dossiers, composée d'universitaires nommés par la Confédération des Conférences des Recteurs de l'UE et ECSA-Europe.

⁵⁶ Créé en 1999 et ayant notamment une activité de formation des fonctionnaires et hommes politiques tchèques en science politique, économie, relations internationales et droit, cf <http://www.cevro.cz>.

⁵⁷ Créé en 2008 avec une triple mission de recherche, de documentation et d'éducation sur la période communiste, cf <http://www.ustrcr.cz>.

régime, l'importation des études européennes est ainsi influencée par une proximité entre élites politico-administratives et acteurs universitaires qui tient tant à l'héritage socialiste qu'aux logiques de la construction communautaire. Une analyse centrée sur les trajectoires de figures marquantes de cette sous-discipline éclaire ainsi une dynamique de spécialisation dans l'étude de la construction communautaire qui prend des formes hétéronomes par rapport à l'espace politique national comme à l'espace scientifique international.